

GUEULES DE BOIS...

On a pu lire ou entendre qu'en 2004 les salariés avaient «*la gueule de bois*», manière d'expliquer l'absence de mobilisation et de grève pour défendre l'assurance maladie des travailleurs. La gueule de bois, on l'a en général les lendemains de cuite, ou, pour les plus sobres, les lendemains de fête. C'est sans doute la deuxième acception qui a inspiré l'expression, tant il est vrai que ce printemps 2003 a plutôt tourné au carnaval. Pour la majorité des participants, on devrait parler de pieds de bois puisqu'il s'est agi essentiellement d'enchaîner les défilés de rue. Pour les quelques boutefeux qui ont vainement cessé le travail pendant plusieurs semaines et largué le salaire en conséquence, la gueule de bois a pu naître du sentiment de lâchage de nombreux appareils syndicaux qui a conduit la classe ouvrière de ce pays à un échec retentissant.

Bref, cette gueule de bois, c'est le sentiment d'avoir raté une occasion à portée de main de n'avoir pas fait tout ce qui était possible pour arracher la victoire, ou tout au moins pour limiter les dégâts. Sous cet angle, on peut, d'ores et déjà, affirmer que d'autres gueules de bois se profilent à l'horizon. Gueule de bois pour les travailleurs le 30 mai prochain si l'alliance tyrannique UMP-PS-Eglise réussit son coup, et si donc la ratification de ce traité constitutionnel est approuvée.

Comment expliquera-t-on que tous les moyens n'ont pas été employés pour combattre un traité qui remet en cause la République, ses principes (liberté, égalité, fraternité, laïcité), ses moyens (unité et indivisibilité de la nation, primauté du droit républicain, services publics), qui remet en cause des décennies de conquêtes sociales? Comment expliquera-t-on aux travailleurs que la défense de leurs intérêts matériels et moraux a buté sur cet obstacle? Comment expliquera-t-on que le syndicalisme libre et indépendant a esquivé le combat contre un traité qui remet en cause le principe même de son existence?

En considérant que l'indépendance, c'est d'être ni neutre ni partisan, on commet à mon avis une erreur, sinon un bel exemple d'oxymore. Par définition, être neutre c'est ne pas être partisan; et être partisan c'est au sens propre défendre une idée ou une thèse.

Or, l'indépendance syndicale est partisane puisqu'elle trouve son origine dans la thèse développée par la *Charte d'Amiens*: la lutte de classe oppose exploités et exploités sur le terrain économique, et par conséquent le syndicalisme pour être efficace doit agir exclusivement sur le terrain économique, sans s'occuper des partis et des sectes qui sont libres d'agir sur leur terrain. En réalité, être ni neutre ni partisan constitue, comme on dit en mathématiques, une équation à nombreuses inconnues qui n'a pas d'autre solution que l'absence de position. En ne caractérisant pas précisément cette constitution comme corporatiste, liberticide et vaticane, on a voulu éviter de donner une consigne de vote, de se poser en directeur de conscience des salariés, de leur tenir la main dans l'isolement, mais tout en ayant «*confiance dans leur sagacité*» et en «*les aidant à se forger leur opinion en tant que citoyens*», c'est-à-dire sans doute en priant pour qu'ils votent NON. En somme, on a déserté notre terrain économique, et en renvoyant les salariés à une appréciation exclusivement politique, on a fait l'inverse de ce qu'on disait.

On comprend bien les forces qui agissent en faveur d'une telle orientation, finalement ni neutre ni partisane, en posant la question: qui avait intérêt à ce que le syndicalisme libre et indépendant ne se positionne pas? Sans doute pas les travailleurs.

Yann PERROTTE.

C'EST NON! RÉSOLUMENT NON!

Le Secrétaire Général de la CGT a déclaré récemment: «*Au lendemain du 29 mai, la situation des travailleurs n'aura pas fondamentalement changé*». On ne peut pas dire plus clairement que le résultat du référendum sur la Constitution est, somme toute, secondaire (ce qui, indiscutablement favorise le vote OUI) et que, par conséquent il est inutile de se mobiliser contre ce texte liberticide, antidémocratique, antilaïque, qui constitutionalise l'instauration d'un système corporatiste en accord avec le programme de la C.E.S., dont personne ne peut nier l'orientation sociale-chrétienne, et dont le rôle consiste à faire appliquer la doctrine

sociale de l'Eglise, entièrement fondée sur le principe de subsidiarité, antithèse de la démocratie de délégation, et qui intègre le corporatisme comme moyen d'organisation des rapports sociaux.

Dans un premier temps, on transforme progressivement les «*interlocuteurs sociaux*» représentatifs d'intérêts antagonistes, en «*partenaires*», puis dans une autre étape, en associés confondus dans les mêmes instances des «*corps intermédiaires*», chargés d'exécuter les décisions économiques et sociales des détenteurs du pouvoir.

Cette démarche qui est très exactement le contraire de la démocratie politique, qui met fin à l'indépendance de classe de nos organisations, est explicitement programmée dans la Constitution européenne. Cet objectif de vassalisation du syndicalisme ouvrier par le pouvoir en place est permanent. Le XXème siècle ne manque pas d'exemples en la matière. La dernière tentative d'importance allant dans ce sens en France, fut celle du Général de Gaulle en 1969. J'entends dire que la situation en 2005 est différente: c'est vrai! Elle est pire! En 1969, la proposition gaulliste réservait aux syndicalistes intégrés dans un seul Sénat transformé, un rôle consultatif, mais à l'époque cela nous a suffi pour qualifier, à juste raison, ce projet de corporatiste, et d'appeler à voter NON.

Aujourd'hui, dans cette *Union européenne*, les «*partenaires sociaux*» ne seraient pas que «*consultatifs*» mais bel et bien simples exécutants subsidiaires aux ordres des Etats membres, eux-mêmes prisonniers, car soumis aux décisions de cette Union, dirigée par une commission toute puissante.

La simple lecture de l'article III-210, et de son alinéa 4 sur le rôle assigné aux partenaires sociaux, et de ceux concernant les attributions de la Commission ne laisse aucun doute à ce sujet.

Ne serait-ce que pour cette raison, il ne peut y avoir aucune hésitation, aucun atermoiement aucun flottement, encore moins de réticence: C'est NON, résolument NON.

Ce n'est pas un NON timide, c'est un NON actif, militant qui fait que chacun d'entre nous doit être - devrait être - mobilisé pour la victoire du NON. Cette action qui est à inclure dans le déroulement de la lutte des classes, qui en est partie intégrante, doit être considérée comme un moment important pour aider à son développement.

Démonter partout autour de nous, article par article, cette Constitution pour en démontrer la logique infernale, est une tâche concernant tous ceux qui restent attachés à la notion de citoyen indépendant, à la liberté de négociation, à la laïcité institutionnelle, à l'indépendance syndicale.

Anarcho-syndicalistes, nous sommes donc concernés au premier chef. Nous dresser face à la Contre-Révolution en marche, pour stopper son offensive et contribuer ainsi à la construction d'un rapport de force favorable à la classe ouvrière, mais aussi aux citoyens qui ne veulent pas jeter 1789 aux orties, est un engagement duquel nous ne pouvons nous abstraire.

Bataillant contre toutes les formes d'intégration du syndicalisme, pourfendant la théologie de la subsidiarité, dénonçant le corporatisme, nous faillirions si nous n'étions pas présents aux côtés d'autres camarades pour, ensemble, tout faire afin de gagner cette bataille politique.

Jo. SALAMERO.

NOTES DE LECTURE

Serge MAHÉ - «LA CONTRE RÉVOLUTION PERMANENTE»:

Serge MAHÉ publie un recueil de textes qu'il est, selon nous, absolument nécessaire de lire si on veut comprendre la nature des divergences qui, parfois, séparent les militants et au-delà, les différences d'appréciations sur l'évolution des sociétés ainsi que le rôle et la place des organisations ouvrières et démocratiques (et des «*appareils*» qui les contrôlent). Le débat entre «*autoritaires*» et «*libertaires*», même s'il a changé de forme est bien loin d'être épuisé. De ce point de vue, on peut espérer que l'indispensable reconstruction d'une internationale saura éviter les écueils du passé et faire en sorte que nos divergences se résolvent par la discussion et non par l'excommunication suivie d'une balle dans la nuque.

L'accord que j'ai conclu avec Pierre Lambert il y a maintenant un demi siècle et qui a, notamment aidé à la construction et développé la C.G.T.F.O. en tant qu'organisation syndicale indépendante a pu conduire

certaines compagnons (pour des raisons diverses) à me taxer de marxiste voire même de trotskyste. Qu'on ne se méprenne pas: je ne considère pas la caractérisation de marxiste ou de trotskyste comme infamante. Simplement il se trouve que, ma vie durant (sept décennies de militantisme!), je me suis défini et efforcé de me conduire comme un anarchiste.

Serge a choisi d'intituler son recueil: «*La Contre-Révolution permanente*», j'y vois une sorte de clin d'œil à la «*Révolution permanente*», formule que Karl Marx avait employé dès 1843 dans «*la question juive*» et qui, depuis, a largement été utilisée pour tenter de justifier «*la chose et son contraire*».

Aujourd'hui, il est, plus que jamais, malaisé de définir une orientation à la fois efficace et sans concession vis-à-vis des tenants du pouvoir (où qu'ils se trouvent). Cela étant, et sans sombrer dans l'idéalisme vilipendé par Marx et ses disciples (ou prétendus tels!), en ce qui me concerne, je persiste et signe: *Pour un anarchiste, fondamentalement, «notre ennemi c'est notre maître»*. De ce point de vue, s'il est exact que «*les inégalités entre salariés et détenteurs des moyens de production ne cessent de croître*», il n'en demeure pas moins vrai que les inégalités entre détenteurs du pouvoir et leurs «*sujets*» ne cessent elles aussi, de croître.

La lutte des classes ne se limite pas au conflit entre détenteurs des moyens de production et salariés, elle s'étend également à la lutte séculaire entre opprimés et oppresseurs. J'ajoute que cela devient de plus en plus évident dans le «*Saint Empire Romain Germanique*» (dont la nomination d'un «*pape allemand*» confirme et accroît le caractère liberticide). Il faut se méfier d'un schéma réducteur et prétendument «*scientifique*». Par exemple, la référence explicite ou implicite au «*grand satan américain*» qui serait à l'origine de tous nos maux, me semble relever de l'idéologie universaliste et d'une certaine manière, tend à étayer et justifier la politique du «*compromis historique*» dont les travailleurs et les peuples n'ont pas épuisé les conséquences désastreuses.

Enfin, pour avoir connu l'occupation allemande et le régime de Vichy, je demeure convaincu qu'on ne peut impunément pactiser avec les institutions d'un régime totalitaire. C'est pourquoi, je considère qu'aujourd'hui comme hier, le rôle d'un anarcho-syndicaliste est d'abord et avant tout de combattre pour l'indépendance des organisations dans lesquelles il milite, ce qui, entre autres et en France, signifie aujourd'hui:

- 1- Refus de toute compromission avec l'officine de l'Union Européenne abusivement baptisée: *Confédération Européenne des Syndicats (CES)*;
- 2- Refus de se laisser dissoudre dans le «*syndicalisme rassemblé*», que ce soit dans la CES ou dans la rue!

En attendant et afin d'être mieux armé, je recommande vivement une lecture attentive de la «*Contre Révolution permanente*».

Alexandre HÉBERT.

VIENT DE PARAÎTRE: LA CONTRE-RÉVOLUTION PERMANENTE.

Les textes de Serge MAHÉ, sélectionnés dans cette chronique, ont été publiés aux dates indiquées dans des bulletins à diffusion restreinte, notamment *L'Anarcho-syndicaliste* et *Lettre Anarchiste*.

Les écrits restent, les paroles s'envolent de même que les feuilles des petits bulletins militants. C'est la raison de ce recueil destiné à la «*planche à livres*» de ceux qui, au-delà des festivités religieuses et sportives, cherchent à comprendre. Pourquoi, à l'aube du XXIème siècle, les «*inégalités*» entre salariés et détenteurs de capitaux ne cessent de croître? Comment la mondialisation de l'économie et des finances, fondée sur une concurrence effrénée, exige que soient balayées toutes les protections sociales, les codes et statuts? Plus qu'une chronique, c'est une fresque qui confronte la pensée théorique à l'actualité politique d'un tiers de siècle. Un message, produit cartésien de raison et de révolte.

PAGE D'HISTOIRE ...

Dans un ouvrage de 304 pages, la revue marseillaise AGONE (1) avec le concours de Christophe Patillon du «*Centre d'Histoire du Travail de Nantes*» consacre une étude au «*Syndicalisme d'action directe*».

On y trouve une analyse des grèves de 1955 à Nantes et St-Nazaire, qui s'inscrivaient, ce qu'on a parfois tendance à oublier, dans la continuité de la grande grève de 1953.

L'article que Christophe Patillon consacre au rôle et à la place de l'U.D.C.G.T.F.O 44, mérite d'être reproduit. La revue publie également deux articles que j'avais publiés dans «*Le Monde Libertaire*» et dans un bulletin édité par le *Comité nantais pour des assises nationales d'unité d'action*. A mes yeux, ils n'ont, en rien, perdu de leur actualité.

Alexandre HÉBERT.

L'UNION DÉPARTEMENTALE C.G.T.F.O.

Le conflit de 1955 tient une place importante dans l'histoire de l'U.D.C.G.T.F.O. Depuis 1948, elle a à sa tête un personnage jeune, atypique et se définissant comme anarcho-syndicaliste: Alexandre Hébert, cheminot de profession. Alors que la plupart des anarchistes et des trotskistes ont fait le choix de rester à la C.G.T., Alexandre Hébert franchit le pas et prend en charge les destinées de la jeune U.D.: «*Pour toute une série de raisons, les mêmes d'ailleurs qui avaient permis aux staliniens de prendre le contrôle de la C.G.T., les camarades du courant réformiste disposaient de très peu d'hommes disponibles pour assumer des fonctions pas faciles compte tenu du climat. Pierre Vaillant (un des chefs de file du courant réformiste) a été désigné pour aller à Paris à la Fédération du Bâtiment, alors il m'a demandé de prendre, à vingt six ans, le secrétariat de l'U.D.(...) On a constitué une équipe avec des gens que je ne connaissais pas. Je fonctionnais à l'époque sur une base idéologique, un peu gauchiste et pas toujours efficace. J'avais lu Rosmer, je parais les révolutionnaires de toutes les qualités, et je mettais les autres sous l'étiquette de «capitulard». Vu la conjoncture, ce défaut-là devenait une qualité, parce qu'il fallait se battre et donc être fortement motivé, parfois même avec une certaine dose d'inconscience. Je pense que nous avons commis des erreurs de jeunesse liées à l'inexpérience. J'ai eu des comportements sectaires. Cela n'a pas facilité, durant toute une période, le renforcement de l'organisation, mais, d'un autre côté, cela a été positif dans la mesure où s'était aggloméré à F.O. tout un tas de gens, disons de droite, anticommuniste. Le fait qu'on ait maintenu un certain cap les a éloignés».*

L'appareil de l'UD-FO se réduit à peu de choses: «*On parlait de zéro. On n'avait pas d'encadrement militant. On a eu un afflux d'adhérents dont certains venaient par anticommunisme. On a hérité d'un courant social-démocrate, d'un courant anar (encore que beaucoup d'anarchistes étaient restés à la CGT, comme les trotskistes, qui avaient condamné la scission), des réformistes syndicaux et un afflux de militants de droite, du RPF, de gaullistes venus là par anticommunisme. Très rapidement, toute cette aile droite nous a quittés quand ils se sont aperçus que cela ne correspondait pas à leur orientation: ce fut le cas à Nantes et dans toute la France».* Pour construire l'appareil, Alexandre Hébert va s'appuyer sur des jeunes militants issus pour beaucoup des *Auberges de jeunesse*, très influencés par l'anarchisme. C'est avec eux également qu'il va s'investir fortement dans les grandes grèves de 1953, au cours desquelles il y défendra la généralisation du mouvement: «*Toutes les premières années ont été une bataille d'orientation: moi, j'étais pour l'action directe que je parais de toutes les vertus, j'étais jusqu'au-boutiste, comme en 1953, et je me suis violemment engueulé avec la Confédération quand elle a donné l'ordre de reprise».*

En 1954, des proches d'Alexandre Hébert adressent sous l'étiquette de «*Comité Nantais pour l'unité d'action*», un courrier aux unions départementales: «*Les derniers mouvements de grève, en particulier d'août 1953, ont démontré la volonté de lutte des travailleurs et la nécessité de réaliser l'unité d'action afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications. Toutes les organisations syndicales sont d'accord sur la revendication du minimum vital à 25.166 francs net. Tous les travailleurs aspirent à ce que ce mot d'ordre, et sur les mots d'ordre unitaires, l'unité d'action se réalise à tous les échelons, de l'entreprise au bureau confédéral. L'objectif essentiel pour satisfaire l'aspiration des travailleurs est l'unité d'action entre les bureaux confédéraux. A cette intention, le Comité national pour l'unité d'action regroupant des camarades de toutes tendances et, parmi eux, des responsables syndicaux, organise le 5 décembre les Assises nationales de l'unité d'action. En vue de cette journée, le Comité pour l'unité d'action de Nantes organise une réunion publique à laquelle il invite les camarades de toutes tendances à venir donner leur avis sur la question. A cet effet, nous invitons les représentants des unions départementales et locales à venir expliquer leur position».* Ce courrier est signé par cinq militants de la CGT et cinq de FO: Lisette Cardinal (CGT - liée à André Cardinal, l'une des chevilles ouvrières de la reconstruction du PCI après 1948), Guy Coignaud (FO, membre du PCI), Denis Lagraulet (CGT), Roger Maillard (FO, militant des *Auberges de jeunesse*), Roger Mary (CGT, membre du PCI), Georges Fasa (membre de la commission administrative de l'UD-FO, cheminot révoqué lors des grèves de 1953, membre de la *Fédération anarchiste*), Michel Hivert (FO), Michel Barbe (FO), Georges Nouvel (CGT, membre du PCI) et Jacques Ryo (membre de la commission administrative de l'UD-FO, militant des *Auberges de jeunesse*). En 1955, les liens d'Alexandre Hébert avec les trotskistes et anarcho-syndicalistes, plus actifs que nombreux en Loire-Atlantique, sont connus de tous, d'autant plus que

l'Union Locale de Nantes est entre leurs mains. Lors de son dernier congrès, celle-ci a affirmé «*la nécessité pour les travailleurs de recourir à l'action directe pour faire aboutir leurs légitimes revendications*» et s'est refusé «*à condamner a priori et par principe une forme d'action susceptible de servir les intérêts des salariés*». Unité d'action, action directe...ce type de positions ne peut être que critiqué par le courant réformiste, minoritaire dans les instances dirigeantes mais majoritaire au sein de la métallurgie. A l'heure de tirer le bilan du mouvement de 1955, ce dernier va tenter de mettre en minorité Alexandre Hébert à l'occasion du VIIIème congrès de l'UD, en août 1956. Dix neuf militants - dont deux figures locales, Gabriel Goudy et François Lanoë - vont proposer aux congressistes un rapport d'orientation contradictoire:

«Nos rapports restent donc à définir envers les deux autres organisations, c'est-à-dire la CFTC et la CGT. Avec la CFTC, personne ne peut nier le caractère confessionnel de cette organisation, nous en avons eu une «brillante affirmation», si besoin en était, par la lettre adressée aux abbés de France par le président d'honneur de cette centrale lors de la campagne électorale du 17 novembre dernier. Certes, il y a les «groupes Reconstruction» représentant une grosse minorité des mandats. Mais ne s'agit-il pas en fait d'une «modernisation de l'Evêché» et n'avons-nous pas connu durant l'occupation allemande deux attitudes de l'Eglise?»

Nous ne pouvons faire que difficilement un bout de chemin avec une organisation qui admet la résignation et dont la conception philosophique la conduit à avoir des contacts assez serrés avec le patronat.

Quant à la CGT, ce présent congrès, qui se tient précisément sous le signe du cinquantenaire de la Charte d'Amiens, doit nous permettre de voir quelle a été l'attitude de cette organisation qui se dit syndicale, mais en fait n'obéit qu'aux consignes d'un parti politique bien connu de tous. Les différents congrès de l'UD se sont toujours affirmé pour laisser aux syndicats de base, en raison du caractère fédéraliste de notre organisation, une liberté dans la pratique de l'unité d'action. Il faut avouer que, cette fois encore, il nous est difficile d'adopter une position contraire. Le patronat, par sa politique absurde et aveugle, oblige les organisations syndicales à lui opposer un front commun sur des points précis.

Est-ce à dire que cette situation doit nous conduire à voir fleurir des bulletins de «comité d'unité d'action» du genre de celui auquel collaborèrent nos camarades Hébert et Fasa? Certes pas! Nous considérons au contraire que de tels papiers lancés avec la complicité de responsables de notre UD en plein mouvement de Saint-Nazaire, et connaissant surtout l'enjeu qu'il représentait, sont pour le moins un véritable manque de psychologie et reflètent une méthode pour le moins curieuse de la défense de l'organisation dont on est le secrétaire général et le membre du bureau».

Dix voix manqueront aux oppositionnels pour débarquer de son secrétariat Alexandre Hébert.

Christophe PATILLON.

L'ACTION DIRECTE SELON ALEXANDRE HÉBERT

Alors secrétaire général de l'UD CGT-FO, Alexandre Hébert est le seul leader syndical à défendre publiquement et fortement l'action directe et les violences ouvrières. Il a rédigé deux articles durant les conflits nazairien et nantais.

UNITÉ D'ACTION À SAINT-NAZAIRE:

Je reviens de Saint-Nazaire où j'ai pu mesurer l'énorme écart qui sépare du point de vue de la combativité les ouvriers en lutte de leurs dirigeants syndicaux. Je suis arrivé à St-Nazaire le 22 juin, la bataille qui mit aux prises nos camarades et les CRS était terminée. L'air était encore saturé des gaz lacrymogènes grâce auxquels les CRS ont pu obtenir une victoire chèrement acquise (il est remarquable que la presse soit si généralement discrète sur le nombre de blessés parmi les serviteurs de l'Ordre, ainsi d'ailleurs que sur la nature et la gravité de leurs blessures). Je n'irai pas jusqu'à prétendre que l'accueil que me firent les dirigeants syndicaux de St-Nazaire (toutes tendances confondues) fut particulièrement chaleureux.

Pourtant, je n'étais venu à St Nazaire que pour tenter de mettre en application la résolution du 8 juin commune aux trois unions départementales: «*Les UD assurent de leur appui tous les travailleurs en lutte pour la revalorisation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Les unions départementales pensent toutefois qu'une action plus large de l'ensemble des travailleurs est nécessaire pour obtenir complète satisfaction sur les objectifs interprofessionnels suivants*».

Pendant toute cette journée du 22 juin, j'essayais, en vain, d'obtenir de mes camarades qu'ils réunissent la commission exécutive du syndicat FO des métaux de St Nazaire. Il faut dire, à leur décharge, qu'ils

étaient surmenés. Nous savons tous par expérience combien sont épuisantes des journées comme celles de St-Nazaire, pendant lesquelles les militants, souvent mal secondés, doivent faire face à une foule de tâches. Néanmoins, on aurait peut-être pu, avec un petit peu de bonne volonté, essayer de trouver le temps de discuter et d'arrêter une orientation susceptible d'être défendue à l'intersyndicale qui devait se tenir le lendemain matin.

Dans l'après-midi, discussion avec les patrons qui lâchent environ cent sous de l'heure. C'est dans ces conditions que, le 23 au matin, les militants se sont retrouvés en intersyndicale au siège de FO pour arrêter en commun les propositions à faire aux travailleurs. Nous ne parlerons pas des positions des représentants CFTC beaucoup plus préoccupés du sort de quelques dossiers jetés par les fenêtres que de trouver des moyens de développer la lutte des métallurgistes nazairiens. Chacun connaît maintenant la double face de la CFTC, qui fait du verbalisme gauchiste pendant qu'elle sabote consciencieusement tous les mouvements de quelque importance.

Busson, Secrétaire du syndicat CGT des métaux, devait, lui aussi, expliquer la position de son organisation en soulignant que le bureau confédéral de la CGT ainsi que celui de la Fédération des Métaux s'étaient réunis pour examiner les événements de St-Nazaire et que c'est en plein accord avec eux qu'il allait parler. J'ai noté, elles en valent la peine, quelques unes des expressions dont il s'est servi pour défendre sa position: «*Il ne faut pas épuiser les copains*». «*Nous n'avons jamais été en grève totale*». «*Il faut absolument que les gars reprennent le travail*». «*Il faut reprendre nos usines*». Cette dernière affirmation est pleine de saveur si l'on songe que, pour Busson, «*reprendre nos usines*» signifie reprendre le boulot. Il faut dire et regretter l'alignement pur et simple de nos camarades de FO sur les positions CGT.

J'essayais de proposer la poursuite du mouvement en tentant de l'élargir au niveau national, je ne fus pas suivi. Les responsables syndicaux discutèrent de la meilleure façon de convaincre les travailleurs de rentrer dans les chantiers. On doit reconnaître que, quelques heures plus tard, sur le terre-plein de Penhoët, ils s'acquittèrent de cette tâche avec un certain brio. Une délégation de travailleurs nantais demanda bien qu'on me donne la parole, elle me fut refusée. Les ouvriers votèrent dans la confusion, rentrèrent dans les chantiers et manifestèrent leur désaccord en refusant de travailler. Les dirigeants syndicaux semblaient satisfaits. Ils avaient remis les travailleurs dans les ornières de la légalité.

Mais je suis persuadé, pour ma part, que la révolte des travailleurs de Penhoët n'est qu'un signe avant-coureur.

Les travailleurs ressentent avec amertume, désespoir et colère toute l'inutilité des actions qu'ils ont menées jusqu'à présent dans «*le calme et la dignité*». Ils passent à la révolte ouverte accompagnées de violences. Monsieur Mendès-France, en bourgeois intelligent, avait raison: nous sommes en 1789.

Ce qui manque à la classe ouvrière, c'est un organisme coordinateur capable de pallier les insuffisances des organisations traditionnelles empêtrées dans la bureaucratie et dans les routines de la vieille pratique d'une politique de collaboration de classes. Cet organisme coordinateur, il faut le construire, c'est une lourde tâche, mais elle nous incombe et nous ne saurions nous y dérober.

Comité nantais pour des assises nationales d'unité d'action - n°2 juin 1955

A NANTES, SOUS LE SIGNE DE L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE. VIOLENCES OUVRIÈRES ET VIOLENCE PATRONALE:

Il est encore trop tôt pour tirer les leçons des luttes revendicatives qui se sont déroulées dans le département de la Loire-inférieure pendant ces derniers mois. La «*grande presse*» a surtout mis en évidence les événements de St-Nazaire et de Nantes. Il n'en reste pas moins vrai que c'est l'ensemble des ouvriers du département - qu'il s'agisse de ceux des raffineries de Donges, des métaux et produits chimiques de Basse-Indre, des mines d'Abbaretz - qui se sont battus.

Le grand mérite des ouvriers nazairiens restera d'avoir, en dépit de la pression exercée par les appareils syndicaux, remis en honneur des méthodes d'action directe que certains croyaient définitivement ensevelies sous des années de «*légalisme syndical*».

Les travailleurs ressentent avec amertume, désespoir et colère l'inanité des actions qu'ils ont menées dans «*le calme et la dignité*». Ils passent à la révolte ouverte accompagnée de violences. Ils renouent ainsi avec la tradition anarcho-syndicaliste et rejettent brutalement le joug des organisations politisées. Celles-ci ne s'y sont pas trompées et on assiste à une remarquable «*unité d'action*» de toutes les bureaucraties politico-syndicales pour...condamner l'action ouvrière!

C'est ainsi que, dans un article abondamment diffusé dans la presse socialiste ou autre, et finalement repris (au nom de l'indépendance du syndicalisme sans doute) par Force-Ouvrière, organe central de la CGT-FO, François Blancho, maire socialiste de St-Nazaire, écrit qu'il serait souhaitable que «*dans l'avenir,*

on échange franchement, loyalement (sic) arguments et chiffres, plutôt que grenades et autres projectiles». En affirmant cette position de collaboration de classes, François Blancho reste logique avec lui-même et avec la position qu'il crut devoir prendre au conseil municipal de St-Nazaire en s'opposant à l'adoption d'un vœu rédamant la dissolution du corps des CRS, et en déclarant à cette occasion «*qu'il faudra toujours une police pour maintenir l'ordre ou du moins ce qu'il est convenu d'appeler tel*».

La CFTC, quant à elle, a expliqué sa position dans un article publié sous la signature de R. Vansieleghe, qui écrit à propos des incidents à Nantes (sac des locaux patronaux): «*Certains faits sont évidemment très graves, mais il appartient à la justice de rechercher ce qui, sous couvert d'action professionnelle, a pu avoir d'autre objectif, la responsabilité du véritable syndicalisme ne saurait être mise en cause à cet effet*».

On remarquera le jésuitisme de cette prise de position CFTC, qui rejoint d'ailleurs celle du PCF et de la CGT, qui n'ont pas hésité, en pleine bagarre, à désigner des victimes ouvrières à la police de la bourgeoisie.

C'est ainsi que, par un tract diffusé à Nantes au lendemain de l'assassinat par la CRS de Jean Rigollet, la fédération du PCF de Loire-Inférieure n'hésite pas à écrire: «*Si comme à St-Nazaire, des provocateurs «trotskistes» attaquent les armureries, tentant ainsi d'isoler de la population le magnifique mouvement des travailleurs nantais, comme à St-Nazaire où la section du PCF dénonçait la manœuvre du préfet Rix, nous stigmatisons ces actes individuels*».

Cette position devait être reprise sous une forme quelque peu adoucie par les unions locales CGT et CFTC, qui se contentent, elles, de «*dénoncer les provocateurs*», dont l'attitude est incompatible avec l'action conséquente que mènent les travailleurs, dans l'unité, pour une solution favorable à leurs revendications.

Il faut dire que les militants «*Force-Ouvrière*» de Nantes (toutes tendances réunies) ont conservé suffisamment de conscience de classe et de conscience tout court, pour se refuser à jouer ce rôle de flic. La combativité des travailleurs de la Loire-Inférieure est d'autant plus magnifique que, sur le plan national, aucun effort n'a été tenté pour coordonner l'action et obtenir un élargissement du mouvement.

Notre bourgeoisie nationale, qui se trouve aux prises en Afrique du Nord avec des problèmes quasi insolubles, peut dire merci aux organisations politisées qui, en se refusant d'organiser la lutte d'une manière conséquente, lui accordent un répit précieux.

Son représentant le plus qualifié, M.Rix, le préfet matraqueur, n'hésita pas à exprimer sa gratitude dans des termes qui méritent d'être relevés: «*Il faut faire confiance aux délégués syndicaux qui en sont dignes: Malnoé, le socialiste représentant FO, Rombeault, le MRP représentant la CFTC, Busson, le communiste, représentant la CGT à St-Nazaire, tous si sagement conseillés par l'admirable maire de St-Nazaire. M. Blancho*». Et il continue: «*Mais j'affirme aussi, j'ai la caution de M.Gilles Gravoille, de la Fédération du PCF, que ce sont les provocateurs qui ont tiré, des trotskistes, si l'on veut des gens descendus des gradins du cirque un instant pour exciter la bataille des gladiateurs, et la rendre irréconciliable, mon devoir, c'est de le prodamer*».

Le 20 septembre 1955, l'Humanité écrit: «*Et notre parti s'honore d'avoir contribué à aider la lutte des travailleurs nantais, voire en dénonçant certains éléments provocateurs dont l'action servait trop le patronat et le gouvernement pour qu'elle puisse paraître fortuite. A notre connaissance, Hébert n'a pas encore condamné ces éléments*».

C'est exact, je n'ai pas condamné «*ces éléments*», Monsieur le Préfet Rix n'a pas eu ma caution. A l'estime de monsieur le Préfet je préfère celle de la dalle ouvrière en lutte.

A la violence patronale ont répondu les violences ouvrières. Vive les violences ouvrières!

Le Monde Libertaire (organe de la Fédération anarchiste - n°11, octobre 1955)

EN VRAC...

*Qui sommes-nous? D'où venons-nous? Où allons-nous?
Je suis moi. Je viens de chez moi... et j'y retourne.
Pierre DAC.*

HABEMUS PAPAM

Pourquoi *papam* et pas *papem*? Bof! Tout ça c'est du latin de cuisine... frelatée. Comme l'idéologie vaticane dont va continuer à nous abreuver le panzercardinal promu par ses pairs qui, c'est sûr, n'ont pas peur. A nous de ne pas avoir peur d'eux pour les contrer partout. A bas la calotte! Bordel!

Quelques lignes du dernier bouquin du feu (Jean-Paul II, *Mémoire et identité*, Flammarion): «Après la chute des régimes édifiés sur les «idéologies du mal», dans les pays concernés, les formes d'extermination ont en fait cessé. Demeure toutefois l'extermination légale des êtres humains conçus et non encore nés. Il s'agit encore une fois d'une extermination décidée par des Parlements élus démocratiquement, dans lesquels on en appelle au progrès civil des sociétés et de l'humanité entière (...) Pourquoi tout cela arrive-t-il? Quelle est la racine de ces idéologies de l'après-Lumières? En définitive, la réponse est simple: cela arrive parce que Dieu en tant que Créateur a été rejeté, et du même coup la source de détermination de ce qui est bien et de ce qui est mal» (pp 24-25). Il faut être un barjot mystique, donc obscurantiste, pour penser (!?!?) et écrire ces bondieuseries abjectes.

Puisque le drôle n'a pas eu peur de mettre en parallèle Auschwitz et l'avortement nous n'avons pas peur de mettre en parallèle les foules imbéciles qui se prosternaient sur la place Saint-Pierre à Rome et celles des grand'messes nazies de Nuremberg: il s'agit de deux formes, assez proches, de l'incommensurable connerie humaine.

ERREUR DE PERSPECTIVE

Le compagnon Alain Pécunia, qui a passé, à partir de 17 ans, plusieurs années dans les prisons franquistes il y a environ quarante ans, a publié il y a quelques mois ses souvenirs sous le titre *Les ombres ardentes* (*Cheminevements éd.*, 326 p.22). Le livre est intéressant. Il nous rappelle de bons et de mauvais moments.

Malheureusement, il contient en quelques lignes l'analyse politique suivante: «Il nous faut trouver des alliés et les chrétiens sociaux de la tradition de Mounier semblent être les plus indiqués car ils refusent le marxisme et considèrent, tout comme nous, que l'homme est la mesure de toute chose. Que la volonté de construire la société nouvelle soit fondée pour les uns sur des motivations religieuses et pour les autres sur des conceptions matérialistes importe peu» (p.242).

Mounier refusait peut-être le marxisme, mais il ne refusait pas le fascisme et ne cachait pas la sympathie qu'il lui portait. Notre combat contre le stalinisme ne nous a pas fait applaudir à l'invasion de l'URSS par les armées nazies, alors que Mounier ne s'en est pas privé dans numéro de juillet 1941 de la revue *Esprit*. Militant sociocléric, Mounier était corporatiste et a participé à l'aventure de l'école pétainiste de cadres d'Uriage, sous le régime de Vichy. Quant à la mesure de l'homme qu'ont ces gens-là, voir à la rubrique précédente ce qu'en dit Jeanpolski. Alain tu te plantes. Ta position, ils appellent cela, entre eux, de l'angélisme et ils en rigolent.

Cela fait tout de même une trentaine d'années que certains d'entre nous, dont je suis, potassent la question pour dénoncer le danger que représente la pénétration des néocléricaux dans le mouvement ouvrier et pour ce qui me concerne, après avoir failli me laisser piéger par les sirènes néocléricales. Désolé Alain, mais tu n'as rien compris au film. Comme nous tous, tu as droit à l'erreur. J'espère que tu ne persévereras pas...diaboliquement.

NOUVELLES DU FRONT

Jospin. Faut-il que l'appareil du PS ait la chiasse devant l'éventualité d'une victoire du «non» le 29 mai! Après avoir consulté des entrailles de volatiles, ils ont décidé d'aller chercher un fantôme, planqué dans les oubliettes de son château rétois. Après qu'il ait à nouveau avalé son manche à balai, on a eu droit à son numéro plein de morgue et de mépris. Il a pas pardonné aux Français de l'avoir placé en troisième position le 21 avril 2002. Il n'a pas ôté le désir de continuer d'être un «mouton noir» fin mai.

Eglise. Leurseigneur Lustiger, Aron pour les copines, a pris sa retraite et est remplacé par leur seigneur Vingtrois. Soit 22 les flics plus 1 curé, c'est-à-dire l'alliance de la matraque et du goupillon....

Bafouilleur (bis). Ce nul de Hollande n'en rate pas une. Un dimanche matin de février, interviewé sur France Inter, relativement au référendum sur le projet de constitution européenne, il se déclare favorable à une campagne normale: «...où pourront s'exprimer les partisans du oui et les partisans du oui»!!! Tilt! Un lapsus très révélateur des tendances totalitaires des bénis-oui-oui européens. Ah! s'il pouvait ne pas y avoir d'opposants à cette Europe du fric et des cléricaux, comme la vie politique serait vraiment un long fleuve tranquille!

Diable. Le Vatican instaure des «cours» de formation pour exorcistes. Pour que les curés apprennent à exclure efficacement le *Malin* de notre monde. Les salauds! Alors que, dans le panthéon chrétin, le seul personnage sympathique, c'est Satan ...

Contrefaçon. Télévatican, relayée par toutes les chaînes publiques et privées françaises, nous a montré les cardinaux sous toutes les coutures, notamment vêtus en habit noir assorti d'une calotte et d'une ceinture rouges. Ne croyez surtout pas qu'ils soient devenus anarcho-syndicalistes, comme pourrait l'imaginer un imbécile heureux croyant encore à l'anarchisme chrétin.

Bouche cousue. Elle était sympa Mazarine, venue nous montrer chez Drucker son petit ventre en train de s'arrondir. Elle m'a filé l'envie de mettre le nez dans son dernier bouquin. Bof! Un bavardage sans style. Qui devient vite ennuyeux. Le parchemin d'une agrégation ne procure ni le génie ni le talent.

Sida. Jeanpolski en voulait vraiment aux séropositifs au VIH: ramenant à lui la plus grande partie des effets médiatiques, il s'est démerdé pour calancher au beau milieu d'un ouiquende du «*Sidaction*». Ah! la peau d'vache!

Pipi-caca. Au risque de passer pour un pervers scatologiste, quand je vois ces dizaines de milliers de «*fidèles*» agglutinés pendant des heures sur la place Saint-Pierre, à Rome, je m'inquiète des facilités d'aisance. Je suis jamais allé à Rome. Y a-t-il des sanisettes autour de la place Saint-Pierre?!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HEBERT
